

# Compte-rendu des réponses à la lettre-questionnaire aux candidats à l'élection présidentielle française 2017

Le 15 février 2017 a été envoyée par courrier électronique une lettre aux candidats connus à cette date (voir dernière page) ; pour certains candidats, le message a été envoyé plus tard, lorsque leur candidature a été connue (par exemple François Asselineau le 9 mars).

Ne sont publiées ici que les réponses des candidats validés par le Conseil constitutionnel.

Les candidats sont classés dans l'ordre alphabétique des noms de famille.

Après les réponses de l'ensemble des candidats, et avant le texte de la lettre qui leur a été envoyée, il y a quelques commentaires sur ces réponses.

## Nathalie ARTHAUD

(réponse le 8 mars)

Bonjour,

Je vous prie de trouver ci-dessous la réponse de Nathalie Arthaud à votre lettre.

Pour le secrétariat de Lutte ouvrière

Cordialement,

Martine Anselme

Monsieur,

J'ai bien reçu votre courrier dans lequel vous me demandez ce que je pense des conclusions du rapport Grin de 2005 et quelle pourrait être ma politique linguistique si j'étais élue.

Je tiens tout d'abord à vous dire que je ne serai pas élue et que, si je me présente, c'est pour populariser un programme de lutte dont le monde du travail a besoin pour cesser de subir les conséquences de la crise économique.

Cela-dit, je comprends et je partage cette volonté de rapprocher les hommes, qui anime ceux qui militent aujourd'hui pour l'adoption de l'Espéranto. Je pense cependant qu'on ne peut imposer l'usage d'une langue artificiellement. Chaque langue est le fruit du brassage de populations et de leurs langages au gré de l'histoire. Ce sont les évolutions historiques et la vie sociale qui décident de l'avenir de chaque langue... ou de sa mort.

Si l'anglais s'est imposé comme langue aujourd'hui dominante, c'est le résultat de la domination économique de l'Angleterre d'abord, puis des Etats-Unis. Le paradoxe de cette domination, comme d'autres dans le passé, c'est que la langue de ceux qui dominent, qui oppriment, peut aussi devenir le vecteur de la communication entre les opprimés et donc du rapprochement international des peuples.

Je ne sais pas comment les hommes résoudront le problème de la langue dans la société à laquelle j'aspire, égalitaire, débarrassée de l'exploitation et des frontières, connaissant un haut niveau de développement, en particulier sur le plan culturel.

Aussi, sans préjuger de l'avenir des différentes langues et de leurs rôles respectifs, je souhaite que tout un chacun ait un accès suffisant à l'éducation et à la culture pour avoir la capacité de parler plusieurs langues et d'accéder à plusieurs cultures. Si chacun savait parler cinq ou six langues, l'intercommunication ne poserait plus de problème majeur.

Quant au débat démocratique au sein de l'Union Européenne, c'est une question bien réelle, mais qui ne pourra être réglée par le seul truchement d'une langue commune. Vous n'êtes pas sans ignorer que, malgré l'existence

**Europe-Démocratie-Espéranto (France) :**

<http://e-d-e.fr/> ; courriel : [presse@e-d-e.org](mailto:presse@e-d-e.org)  
98 rue Michel-Ange, 75016 Paris

**Eŭropo-Demokratio-Esperanto :**

<http://www.e-d-e.org/>

des traités européens, il n'y a jamais eu autant de frontières entre les peuples, qui sont autant de moyens de les diviser, même quand d'un côté et de l'autre de la frontière, c'est la même langue qui est parlée. Et, lors de la crise migratoire vécue par les populations du Moyen Orient qui fuient la guerre et la misère, nous avons vu avec quelle rapidité des frontières, prétendument abolies, étaient rétablies pour empêcher la libre circulation des personnes.

Cette Europe pour laquelle vous souhaitez un débat démocratique, est dominée par les États les plus puissants, à commencer par l'Allemagne et la France, qui imposent aux autres pays leur domination et leurs lois tout en ayant elles-mêmes parfois des intérêts contradictoires. Il en est ainsi dans le système capitaliste : même dans les pays qui se disent démocratiques, la loi avalise dans les faits la domination des puissants. Aussi, dans un tel contexte, la démocratie n'est que formelle. J'en prends pour exemple, la question du Traité constitutionnel en 2005. Bien que rejeté par nombre d'électeurs, il a tout de même été adopté par les différents gouvernements. Ce mépris du vote, de l'opinion des électeurs est révélateur d'une Europe où ce sont les pays les plus puissants qui dominent les relations commerciales et les décisions politiques qui sont prises et imposées aux pays les plus pauvres.

C'est pourquoi, en tant que communiste et internationaliste, je défends le combat pour une société débarrassée de la domination des plus riches et des frontières qui divisent les peuples.

Recevez, Monsieur, mes salutations internationalistes.

Nathalie ARTHAUD  
Candidate à l'élection présidentielle

## **François ASSELINEAU**

(réponse le 10 mars, dès le lendemain de l'envoi)  
Bonjour Monsieur DIEUMEGARD

Votre mouvement Europe-Démocratie-Espéranto a un noble projet qui mérite toute notre attention.

Si vous étudiez le programme de l'UPR présenté en 2011 ( <https://www.upr.fr/programme-elections-presidentielles-france> )

Vous constaterez qu'un certain nombre de questions reste en suspens du fait même de notre mouvement de libération nationale. Ce sera le peuple français qui tranchera dans un cadre sorti de l'Union Européenne. Ce n'est donc pas du ressort du programme présidentiel mais bien de celui des législatives.

Notre priorité est de rendre aux français la démocratie. L'adoption ou non d'une langue commune au niveau supra-nationale et européenne n'est donc pas une priorité actuelle. Ce sujet pourra être traité dans le cadre d'un référendum d'initiative populaire.

Il va de soi que l'Espéranto est la langue la plus adaptée puisqu'elle a été construite en ce sens.

Mais notre premier effort se fera envers la francophonie. L'un n'empêchant pas l'autre, l'espéranto pourra être promu tant et de besoin que les français le réclament.

Il ne vous a pas échappé que, si Monsieur ASSELINEAU gagne la présidentielle, il activera aussitôt l'article 50 afin de nous retirer de l'Union Européenne. Par conséquent la France n'aura plus aucune influence directe sur les décisions européennes. Si ces dernières validaient votre demande, nous ne pourrions que vous en féliciter.

Voici le point de vue de Monsieur ASSELINEAU:

[https://www.youtube.com/watch?v=4rNQdMu7eEc&index=127&list=PLXe1rDAouMuH9-FIe\\_5lOC0TeMfnOXkfl](https://www.youtube.com/watch?v=4rNQdMu7eEc&index=127&list=PLXe1rDAouMuH9-FIe_5lOC0TeMfnOXkfl)

**Europe-Démocratie-Espéranto (France) :**

<http://e-d-e.fr/> ; courriel : [presse@e-d-e.org](mailto:presse@e-d-e.org)  
98 rue Michel-Ange, 75016 Paris

**Eŭropo-Demokratio-Esperanto :**

<http://www.e-d-e.org/>

Veillez agréer, Monsieur DIEUMEGARD , l'expression de nos Salutations les plus Respectueuses.

Alain PERRIN  
Membre de l'Union Populaire Républicaine  
Service Courrier National

## **Jacques CHEMINADE**

(pas de réponse)

## **Nicolas DUPONT-AIGNAN**

(pas de réponse)

## **François FILLON**

Pas de réponse, mais un appel téléphonique le 8 mars pour demander des précisions (« c'est quand la deadline ? »)

## **Benoît HAMON**

(pas de réponse)

## **Jean LASSALLE**

(pas de réponse)

## **Marine LE PEN**

(pas de réponse)

## **Emmanuel MACRON**

(pas de réponse)

## **Jean-Luc MELENCHON**

Réponse datée du 17 mars, mais reçue seulement le 3 avril par courrier électronique.

Paris, le 17 Mars 2017

Europe-Démocratie-Esperanto  
98, Rue Michel-Ange,  
75016 Paris

Madame, Monsieur

**Europe-Démocratie-Espéranto (France) :**

<http://e-d-e.fr/> ; courriel : [presse@e-d-e.org](mailto:presse@e-d-e.org)  
98 rue Michel-Ange, 75016 Paris

**Eŭropo-Demokratio-Esperanto :**

<http://www.e-d-e.org/>

Vous avez souhaité recueillir les réponses que Jean-Luc Mélenchon et la France Insoumise apportent sur un certain nombre de questions ayant trait à l'Union Européenne et la question de la langue.

Le domaine linguistique est un domaine fondamental de la politique, la langue étant le lieu par lequel on pense, et un véritable vecteur d'idéologie universelle et d'égalité républicaine.

C'est pourquoi notre volonté de développer la francophonie s'inscrit dans une volonté de résistance à l'encontre du tout-anglais, la langue du "business" et des affaires. Nous prendrons donc des mesures fortes en termes de politique linguistique, pour promouvoir la langue française, troisième langue la plus parlée au monde.

Nos propositions, développées dans le livret thématique « Passer à la francophonie politique » sont les suivantes :

- Réorganiser les institutions de la francophonie en agissant pour son recentrage sur la défense, le rayonnement de la langue et son usage commun.
- Créer une académie, et un Erasmus de la Francophonie.
- Renforcer le réseau des Instituts/alliances français dans les pays non francophones et planifier les échanges d'étudiants et de lycéens
- Renforcer la présence des auteurs francophones ultra-marins et étrangers dans les programmes scolaires
- Elaborer des contenus éducatifs et des diplômes communs entre pays francophones.
- Développer au moins une revue scientifique internationale digne de ce nom en français.
- Défendre l'usage du français dans les institutions internationales à commencer par l'Union Européenne.
- Renforcer les médias audiovisuels francophones (RFI, France 24 et TV5 Monde) et les mettre en partage avec la communauté francophone.

Nous avons un programme de démocratisation de l'Europe, ayant pour objectif de redonner un sens à la souveraineté populaire, mise à mal par des années d'un processus oligarchique sans cesse accentuée de l'Union Européenne. Nous prévoyons ainsi qu'un mandat de négociation sera soumis à l'Assemblée Nationale comprenant la volonté :

- D'abandonner le traité budgétaire européen et la surveillance de la Commission sur les budgets nationaux.
- De mettre fin à l'indépendance de la Banque Centrale Européenne, modifier ses missions et statuts, autoriser le rachat de la dette publique directement aux Etats, interdire à la BCE de couper les liquidités à un Etat-membre.
- De mettre fin au dumping à l'intérieur de l'UE par une politique volontariste et rapide d'harmonisation sociale et fiscale par le haut dans toute l'UE avec inscription d'une clause de non-régression des droits sociaux.

Le résultat de ces négociations sera soumis par référendum au peuple français qui décidera souverainement de sa participation à l'Union Européenne refondée ou à une coopération dans un cadre nouveau avec les pays qui le souhaiteront.

Nous prévoyons également de défendre et développer les coopérations avec les autres peuples d'Europe, pour promouvoir la coopération entre les peuples plutôt que la concurrence imposée par les traités européens.

Nous voulons plus de coopération dans les domaines culturels, scientifiques, industriels, écologiques et sociaux, ainsi que :

- Une alliance des pays d'Europe du Sud pour sortir de l'austérité et engager des politiques concertées de

**Europe-Démocratie-Espéranto (France) :**

<http://e-d-e.fr/> ; courriel : [presse@e-d-e.org](mailto:presse@e-d-e.org)  
98 rue Michel-Ange, 75016 Paris

**Eŭropo-Demokratio-Esperanto :**

<http://www.e-d-e.org/>

relance écologique et sociale de l'activité.

- Renforcer la participation française aux programmes de coopérations plus large que l'UE, (Erasmus,) ou n'ayant rien à voir avec l'UE (CERN, Arianespace, Airbus)
- De nouvelles coopérations fondées sur la libre participation des Nations en matière sociale ou écologique (programme de dépollution, transition énergétique)

Vous souhaitant bonne réception de ce courrier, nous vous invitons également à retrouver l'ensemble du programme de la France insoumise, *L'avenir en commun*, sur le site <https://laec.fr/> ou en librairie et les livrets thématiques sur le site : <https://avenirencommun.fr/>.

Charlotte Girard  
Co-responsable du programme de la France Insoumise

## Philippe POUTOU

réponse le 28 février  
Bonjour,

Veillez trouver ci-dessous et ci-joint notre réponse à votre questionnaire.

Cordialement,  
L'équipe de campagne de Philippe Poutou.

En réponse à votre courrier, vos questions concernent deux domaines :

- celui de la démocratie au sein de l'Union européenne
- celui d'une politique linguistique en Europe.

Les deux peuvent se recouper mais méritent des réponses distinctes.

Concernant la démocratie au sein de l'Union européenne, nous avons un regard plus que critique.

L'Union est, dès sa création, entachée d'un manque total de démocratie. L'Union, comme le Marché commun ou la CEE a été construite par des experts, des dirigeants politiques, des chefs de grandes entreprises et de grandes banques, mais sûrement pas par les peuples d'Europe. Le but essentiel de sa création était la mise en place d'un marché unique, l'abaissement des barrières douanières, la construction d'un espace économique favorable aux grandes entreprises et à même de contrebalancer les autres puissances économiques internationales (les USA et l'URSS/COMECON, puis les USA et la Chine/Asie).

Loin de favoriser un progrès social pour les populations européennes, l'Union a été et est encore, une machine de guerre aux mains des grands groupes économiques capitalistes et des banques, mettant à bas, année après année, les droits sociaux obtenus depuis des décennies dans les pays d'Europe. Cette mise en pièce a été évidemment le fait des principaux gouvernements d'Europe, la technocratie de Bruxelles en étant l'exécutant fidèle.

Chaque fois que des peuples d'Europe ont voulu bloquer cette marche vers des attaques sociales, leur vote a été ignoré ou même bafoué, comme cela fut le cas en France en 2005, lors du vote sur le Traité constitutionnel. Le peuple grec en a fait l'amère expérience, puisque ses choix démocratiques pour en finir avec l'austérité et les diktats de la BCE, de la Commission et du FMI ont là aussi été rejetés avec mépris.

Donc, l'exigence démocratique en Europe passe tout d'abord par le respect de la souveraineté populaire.

De plus, nous pensons qu'il ne pourra exister de réelle démocratie dans les pays européens, et dans le Monde en général, alors que l'essentiel des richesses, des moyens de production, des leviers économiques et bancaires sont aux mains d'une minorité qui fait fonctionner la société pour son seul profit. A quoi sert de voter tous les quatre ou cinq ans lorsque ceux qui décident vraiment et qui ont le pouvoir, les capitalistes propriétaires des grandes entreprises et des banques, ne sont élus et n'ont de compte à rendre à par personne.

Concernant la question linguistique :

Nous pensons tout d'abord que les populations doivent pouvoir utiliser librement leur langue. C'est la base de la démocratie. Dans beaucoup de pays d'Europe, et en France en premier lieu, les langues dites régionales sont reléguées au rayon des archaïsmes. Alors que le corse, le basque, le breton ou l'alsacien sont des langues à part

**Europe-Démocratie-Espéranto (France) :**

<http://e-d-e.fr/> ; courriel : [presse@e-d-e.org](mailto:presse@e-d-e.org)  
98 rue Michel-Ange, 75016 Paris

**Eŭropo-Demokratio-Esperanto :**

<http://www.e-d-e.org/>

entière, elles ne sont pas reconnues. La France n'a même pas signé la Charte européenne des langues régionales. Nous sommes contre un monopole linguistique de l'anglais, bien sûr, mais aussi du français et des autres langues dont la principale qualité est d'avoir été celle des vainqueurs au cours de l'histoire. Nous sommes donc d'abord pour le droit au bilinguisme, partout où il est demandé par les populations locales au sein des Etats.

Concernant l'espéranto, nous reconnaissons que le projet d'une langue commune de dialogue international qui ne soit pas l'anglais, imposé par le pouvoir économique, militaire et politique des USA va dans le sens d'une société maîtrisant elle-même ses outils de communication, à l'image des logiciels libres ou d'une agriculture échappant au monopole des trusts agro-alimentaires.

En cela, même si son vocabulaire (et son alphabet) sont ceux des langues indo-européennes, il peut, selon nous, légitimement prétendre à jouer un rôle de langue véhiculaire pour les populations partageant ces références et même au-delà, car ses caractéristiques de langue agglutinante le rend accessible dans d'autres cultures. Nous soutenons tous les efforts pour son développement, sa diffusion et son apprentissage dans le cadre du système scolaire pour que les futures générations puissent se l'approprier.

Ensuite, nous pensons que c'est aux populations elles-mêmes de décider et de choisir quelle est ou quelles sont les langues de communication internationale.

Kun dankonas por via demandoj,  
elkore,

## Commentaires

*(interprétation personnelle de fin mars 2017, de Pierre Dieumegard, qui n'engage pas Europe-Démocratie-Espéranto ; voir à la fin pour J. M. Mélenchon, dont la réponse est parvenue le 3 avril)*

Les trois candidats qui ont répondu (ou dont les équipes de campagne ont répondu) sont ceux qui ont des options claires dans le domaine de la politique internationale.

- les deux candidats « d'extrême gauche », internationalistes, Nathalie Arthaud et Philippe Poutou
- le candidat « souverainiste » François Asselineau.

**Parmi les « cinq candidats principaux », c'est-à-dire ceux qui ont été retenus par TF1 pour participer au débat télévisé du 20 mars 2017, aucun n'a répondu. On peut imaginer plusieurs raisons, non exclusives :**

- le hasard, que les messages aient été perdus par l'équipe de campagne, ou que la réponse ait été perdue...
- la politique internationale n'est pas importante pour eux, l'important est de faire des propositions pour la politique nationale.
- ils n'ont aucune idée de ce que peut être une politique linguistique (puisque aucun gouvernement, d'aucun parti, depuis plusieurs dizaines d'années, n'a eu de politique linguistique digne de ce nom).
- prendre une position par rapport à l'espéranto ne peut qu'apporter des ennuis.

**Il faut donc féliciter les trois courageux candidats qui ont répondu, souvent de façon détaillée. Europe-Démocratie-Espéranto ne peut pas aller jusqu'à appeler à voter pour eux, mais...**

**Malgré cela, ces réponses ne sont pas satisfaisantes. En particulier, la réponse de Nathalie Arthaud paraît irréaliste : « Aussi, sans préjuger de l'avenir des différentes langues et de leurs rôles respectifs, je souhaite que tout un chacun ait un accès suffisant à l'éducation et à la culture pour avoir la capacité de parler plusieurs langues et d'accéder à plusieurs cultures. Si chacun savait parler cinq ou six langues, l'intercommunication ne poserait plus de problème majeur. ». On ne peut pas imaginer que tous les européens sachent parler cinq ou six langues dans un avenir prévisible.**

*Suite à la réponse de J. M. Mélenchon, le 3 avril, il est nécessaire de changer un peu le texte ci-dessus : mettre quatre réponses au lieu de 3, mettre qu'un seul des cinq candidats principaux a répondu  
Mais la réponse de J.M. Mélenchon est aussi à côté de la question, bien qu'elle traite de francophonie. Elle ne parle pas de la communication directe entre les peuples européens, elle ne parle pas du rapport Grin et des divers scénarios, elle ne parle pas d'espéranto.*

**Europe-Démocratie-Espéranto (France) :**

<http://e-d-e.fr/> ; courriel : [presse@e-d-e.org](mailto:presse@e-d-e.org)  
98 rue Michel-Ange, 75016 Paris

**Eŭropo-Demokratio-Esperanto :**

<http://www.e-d-e.org/>



Madame, Monsieur,

Dans quelques semaines, vous allez solliciter les suffrages des électeurs français lors de l'élection présidentielle. Notre pays fait partie de l'Union européenne, et vous savez que le projet européen est en panne depuis plusieurs années.

Notre mouvement pense qu'il n'est pas possible de réaliser une structure politique démocratique sans une langue commune permettant un débat entre tous les citoyens, à égalité de droits et de devoirs, quel que soit leur pays. Ce débat est nécessaire pour permettre l'émergence d'une opinion publique européenne, qui est la condition de décisions prises au nom de la majorité de la population.

C'est pourquoi nous souhaitons savoir quels sont vos projets et vos propositions dans ce domaine :

En 2005, le rapport Grin, réalisé à la demande du Ministère de l'Education nationale, et disponible sur le site de la Documentation française<sup>1</sup>, étudiait plusieurs scénarios possibles pour la politique linguistique (« tout à l'anglais », multilinguisme, langue neutre telle que l'espéranto). Depuis douze ans, apparemment, le gouvernement français n'a pris aucune décision claire de politique linguistique, ni selon les conclusions du rapport Grin, ni autrement.

**Que pensez-vous des conclusions de ce rapport, et quelles décisions pensez-vous prendre dans le domaine de la politique linguistique ? Envisageriez-vous, comme Vytenis Andriukaitis, Commissaire européen à la Santé et à la Sécurité alimentaire, le suggère pour d'autres pays<sup>2</sup>, que la France prenne une initiative pour promouvoir l'espéranto en Europe, afin de "montrer l'exemple".**

D'une façon plus générale, comment imaginez-vous l'avenir de l'Union européenne en tant que structure devant être démocratique (d'après le traité de Lisbonne et les autres textes fondamentaux de l'Union) ? **Comment pensez-vous permettre un débat démocratique à l'échelle de l'Union, et par quelle(s) langue(s) ?**

Au nom de Europe-Démocratie-Espéranto, je vous remercie de bien vouloir nous répondre, de façon à pouvoir éclairer le choix des électeurs et électrices.

Pierre Dieumegard,  
président de Europe-Démocratie-Espéranto

---

1 <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/054000678.pdf>

2 le 28 juillet 2016, à l'ouverture de la conférence internationale sur la politique linguistique de Nitra.

[https://ec.europa.eu/commission/2014-2019/andriukaitis/announcements/international-language-policy-conference-perspectives-language-communication-eu-nitra-slovakia-28\\_en](https://ec.europa.eu/commission/2014-2019/andriukaitis/announcements/international-language-policy-conference-perspectives-language-communication-eu-nitra-slovakia-28_en)

**Europe-Démocratie-Espéranto (France) :**

<http://e-d-e.fr/> ; courriel : [presse@e-d-e.org](mailto:presse@e-d-e.org)  
98 rue Michel-Ange, 75016 Paris

**Eŭropo-Demokratio-Esperanto :**

<http://www.e-d-e.org/>